

Tunisie : Une première belle moisson pour le Conseil des analyses économiques

Le nouveau think tank gouvernemental recomposé et présidé par Afif Chelbi, en l'occurrence le Conseil des analyses économiques (CAE) s'est tout de suite et nettement démarqué de l'ancien par la manière dont ses membres perçoivent et mènent leur mission, mais aussi par son intense activité durant l'année écoulée.



Le Conseil des analyses économiques est mort, vive le Conseil des analyses économiques. Un an après la refondation –il avait été créé en 2013, sous le deuxième gouvernement de la Troïka, dirigé par Ali Laarayedh-, de cet organisme relevant de la présidence du gouvernement –la nouvelle équipe qui l'anime aujourd'hui, sous la houlette d'Afif Chelbi, l'a complètement transformé. Le nouveau CAE n'a rien à voir avec l'ancien. En fait, à part le nom, tout les sépare.

D'abord, la manière dont les membres de cette instance perçoivent leur mission et la mènent. «Tous les nouveaux membres du Conseil ont accepté deux conditions : être bénévole et ne pas avoir d'ambition de devenir ministre», souligne Afif Chelbi, président du CAE depuis septembre 2018.

Ensuite, la composition. Le nouveau CAE ne compte que dix-neuf membres, contre 28 pour l'ancien. Surtout, alors que l'administration publique et autres organismes de l'Etat y étaient jadis très fortement représentés (avec 12 membres), ils sont aujourd'hui beaucoup moins présents. En effet, sur les 19 membres, 11 sont des indépendants, les autres étant des membres es-qualité.

En outre, alors que les travaux du CAE étaient jadis tenus secrets, son nouveau président a dès le début demandé et obtenu de pouvoir les rendre publics.

Enfin, la cadence à laquelle l'actuel CAE fonctionne aujourd'hui et le volume de travail qu'il abat sont sans commune mesure avec ceux de l'ancien. Le rapport d'activité au titre de l'année 2018 –le premier dans l'histoire de cet organisme, note Afif Chelbi- en atteste.



Durant l'année écoulée, le CAE a tenu cinq réunions plénières –à peu près une tous les deux mois. Elles ont été successivement consacrées à l'adoption du programme de travail pour l'année 2018, à la présentation des premières recommandations des 12 groupes de travail traitant autant de thèmes (dépenses publiques et fiscalité, levée des entraves et amélioration des classements, refonte de la protection sociale, etc.), à un débat sur le cadre conceptuel des «Notes proposition du CAE), à la présentation d'une partie de ces notes, et, enfin, à l'examen du plan de relance 2019-2020.

Les douze groupes de travail ont de leur côté tenu une centaine de réunions.

Et ce n'est pas tout. Le CAE a aussi produit un plan de relance 2019-2020 articulé en 100 propositions –réparties en mesures de relance horizontales, sectorielles et pour l'accélération des projets et la mise en œuvre du plan-, créé une revue de la conjoncture économique, une page Facebook et relooké le site web, doté le think tank d'une base de données des rapports et des études, etc.

Bref, la nouvelle équipe a réussi en une année seulement à faire oublier le premier CAE, dirigé par Taoufik Rajhi -aujourd'hui ministre auprès du chef du gouvernement chargé des Grandes réformes- que la tristement célèbre affaire du plagiat d'un rapport de la Banque africaine de développement avait achevé de décrédibiliser totalement.

L'année 2019 s'annonce elle aussi très intense pour le CAE. Le think tank gouvernemental va plancher sur de nombreux dossiers parmi lesquels le développement régional –pour proposer la création de 10 pôles de développement régional-, le financement des PME, le micro-crédit, le capital investissement, la compétitivité –afin de conclure, après le textile, des pactes avec d'autres secteurs, comme l'industrie pharmaceutiques, les composants automobiles, l'huile d'olive, les énergies renouvelables, etc. Bref de quoi, peut-être, produire un rapport d'activité 2019 encore plus volumineux.

Source : WMC